

Rapport trimestriel 2

De la période de six mois terminée le 31 juillet 2009



Composantes métalliques complexes
pour l'industrie de la construction

Message aux actionnaires



Groupe ADF a clos le deuxième trimestre de l'exercice en cours avec un bénéfice net de 1,8 million \$ sur des produits de 18,7 millions \$. Pour les six premiers mois terminés le 31 juillet 2009, le bénéfice net a atteint 4,1 millions \$ sur des produits de 35,5 millions \$. Ces résultats montrent un fléchissement par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent comme l'indique plus en détail le rapport de gestion qui suit, spécifiquement la baisse des produits et la baisse de la marge due au décalage entre la reconnaissance des coûts et des produits dans un projet.

Au deuxième trimestre, notre marge bénéficiaire brute et notre marge BAIIA* ont baissé par rapport au trimestre terminé le 31 juillet 2008 – elles se sont établies respectivement à 24 % et 19 %, comparativement à 29 % et 25 %. Pour les six premiers mois de l'exercice, ces mêmes marges accusent aussi un recul par rapport au premier semestre de l'exercice précédent alors qu'elles sont passées respectivement à 28,1 % et 22 %, comparativement à 28,6 % et 24 %.

Au 31 juillet 2009, Groupe ADF continuait de bénéficier d'une situation financière saine et solide, avec des liquidités (composées de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme) de 21,5 millions \$ – dépassant de 14,1 millions \$ sa dette à long terme incluant la portion à court terme – et des capitaux propres de 87,6 millions \$.

Obtention d'un nouveau contrat d'envergure et hausse du carnet de commandes

Nous sommes heureux d'annoncer que le 13 juillet dernier, nous avons obtenu un important contrat de 77 millions \$ dans le secteur des infrastructures publiques en Amérique du Nord. Il est intéressant de souligner que selon les termes du contrat, Groupe ADF fabriquera les composantes surdimensionnées en acier de géométrie complexe qui atteindront près de 100 tonnes chacune ainsi que des éléments architecturaux d'une grande complexité, en plus de fournir les travaux de conception et d'ingénierie de connexion de même que l'acier. Afin de renforcer notre capacité de service à la suite de l'obtention de ce contrat, nous avons annoncé la création d'une cinquantaine d'emplois à l'usine de Terrebonne, de même que de nouveaux investissements de l'ordre de 6 millions \$ destinés entre autres à l'acquisition d'équipements de fabrication et au réaménagement d'une baie de fabrication.

Au 31 juillet 2009, notre carnet de commandes s'élevait à 151 millions \$, en hausse de 21 % sur celui à pareille date l'an dernier. Il est prévu que ces commandes seront exécutées sur 24 mois.

Rappelons par ailleurs qu'au début du deuxième trimestre, nous avons entrepris les démarches afin de nous conformer aux exigences des systèmes nucléaires en vigueur et de pouvoir participer à la fabrication de charpentes métalliques destinées aux centrales nucléaires en Amérique du Nord et outre-mer – une activité spécialisée qui cadre pleinement avec notre stratégie de positionnement dans des niches à forte valeur ajoutée. Nous demeurons confiants d'obtenir cette qualification d'ici la fin de 2009. Étant donné le nombre important de centrales nucléaires en exploitation en Amérique du Nord pouvant faire l'objet de travaux de modernisation dans les prochaines années, ce nouveau marché présente pour nous un potentiel très appréciable qui nous donnera accès à notre troisième niche cible, avec celles des superstructures en acier et des contrats à échéanciers accélérés.

Perspectives

Avec un carnet de commandes en hausse et l'obtention de contrats pour lesquels nous fournirons la matière première et les services d'ingénierie de connexion, en plus des heures de fabrication, nous sommes confiants de réaliser des résultats satisfaisants pour la deuxième partie de l'exercice tout en maintenant le cap sur notre stratégie créatrice de valeur à long terme, basée sur :

- notre positionnement dans des niches de marché hautement spécialisées et moins soumises aux fluctuations cycliques ;
- notre concentration sur les activités de fabrication à valeur ajoutée ;
- nos investissements ciblés et soutenus dans la modernisation et la capacité de nos infrastructures, ainsi que dans la qualité de notre personnel ; et
- la gestion disciplinée de nos activités, de nos ressources et de notre structure de capital.

Le président du conseil et chef de la direction,

/ Signé /

Jean Paschini

Terrebonne (Québec), le 8 septembre 2009

* Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement

PÉRIODE DE TROIS ET SIX MOIS TERMINÉES LE 31 JUILLET 2009

1.	Généralités	1
2.	Description des activités	1
3.	Énoncés de nature prospective	1
4.	Efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière.....	1
5.	Conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada	2
6.	Politiques sur la communication et les transactions d'initiés	2
7.	Événements importants de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009 et événements subséquents	2
8.	Information financière trimestrielle choisie.....	3
9.	Information additionnelle et analyse des résultats d'exploitation des périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009	3
10.	Commentaires sur les résultats trimestriels	7
11.	Résultats des quatre derniers trimestres	7
12.	Variation de l'actif, du passif et des capitaux propres au 31 juillet 2009 par rapport au 31 janvier 2009.....	7
13.	Indicateurs financiers non conformes aux PCGR du Canada	8
14.	Analyse des liquidités pour les périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009.....	10
15.	Perspectives	11
16.	Enjeux liés à l'environnement économique actuel.....	11
17.	Facteurs externes ayant une influence sur le rendement de la Société	11
18.	Conventions comptables et modifications	12
19.	Modifications comptables futures	13
20.	Ressources humaines.....	14
21.	Capital-actions	14
22.	Renseignements supplémentaires.....	14
	États financiers consolidés intermédiaires	15
	Notes complémentaires aux états financiers consolidés intermédiaires	20

Rapport de gestion

sur les résultats d'exploitation et l'évolution de la situation financière
pour les périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009

(Daté du 8 septembre 2009)



1. GÉNÉRALITÉS

Le rapport de gestion intermédiaire porte sur les résultats d'exploitation et l'évolution de la situation financière de Groupe ADF inc. (« ADF » ou la « Société ») pour les périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009 par rapport aux périodes correspondantes en 2008 et 2007, de même que sur la situation financière de la Société à ces dates. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes afférentes inclus dans ce rapport intermédiaire, et les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 janvier 2009.

Ce rapport de gestion intermédiaire tient compte de tout événement important survenu entre le 1^{er} mai 2009 et le 8 septembre 2009, date à laquelle le conseil d'administration de Groupe ADF a approuvé les états financiers consolidés intermédiaires, ainsi que le rapport de gestion des périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009.

Tous les montants apparaissant dans le rapport de gestion intermédiaire, y compris dans les tableaux, sont exprimés en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Au cours du deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2009 et des quatre trimestres antérieurs, la Société a appliqué les taux de change suivants entre les devises canadienne et américaine :

	Résultats et résultat étendu (\$ CA/\$ US)	Bilans (\$ CA/\$ US)
– Deuxième trimestre - 31 juillet 2008	1,0077	1,0240
– Troisième trimestre - 31 octobre 2008	1,0381	1,2045
– Quatrième trimestre - 31 janvier 2009	1,0838	1,2265
– Premier trimestre - 30 avril 2009	1,2446	1,1930
– Deuxième trimestre - 31 juillet 2009	1,1324	1,0775

2. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

D'un atelier de forge fondé en 1956, GROUPE ADF inc. est devenu, au fil des ans, un chef de file nord-américain en matière de conception et d'ingénierie de connexion, de fabrication et d'installation de charpentes métalliques complexes, de composantes lourdes en acier, ainsi que de métaux ouvrés et architecturaux destinés aux trois principaux segments du marché de la construction non résidentielle, soit : les bâtiments commerciaux et institutionnels (tours de bureaux, hôtels, centres de congrès, édifices gouvernementaux, complexes récréatifs et sportifs, musées), les complexes industriels (centrales énergétiques, complexes pétrochimiques, lignes d'assemblage d'automobiles, installations manufacturières diverses) et les infrastructures publiques (installations aéroportuaires, complexes aérospatiaux, ponts et viaducs). La Société exploite une usine moderne de fabrication de 58 530 mètres carrés (630 000 pieds carrés) au Canada et utilise les technologies les plus avancées de l'industrie.

Pionnier dans le développement et la mise en application de solutions novatrices, Groupe ADF est reconnu pour son expertise en ingénierie et gestion des projets, son importante capacité de fabrication et sa compétence dans deux niches spécialisées : la fabrication de superstructures en acier et les projets à échéanciers accélérés.

L'engagement de Groupe ADF à exécuter chaque projet selon les plus hautes normes de qualité en vigueur de l'industrie constitue un volet important de sa mission.

3. ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

Dans certaines sections du présent rapport de gestion, la direction peut exprimer sa position à l'égard des résultats futurs de Groupe ADF. Ces énoncés de nature prospective comprennent de l'information sur la situation financière et les résultats d'exploitation futurs probables ou prévisibles de Groupe ADF, et comportent donc certains risques et incertitudes quant à leur réalisation future. Les énoncés de nature prospective sont fondés sur les données disponibles, en date des présentes, relativement à la concurrence, à la situation financière, à la conjoncture économique et aux plans d'exploitation de la Société. D'importants facteurs, outre ceux décrits à la rubrique 17 « Facteurs externes ayant une influence sur le rendement de la Société » du présent document, pourraient avoir une incidence sur les résultats de Groupe ADF faisant en sorte que ces derniers pourraient différer considérablement de ceux présentés dans les énoncés de nature prospective.

4. EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction de la Société assume la responsabilité de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôle appropriés garantissant que les renseignements divulgués par la Société sont complets et fiables. La Société applique les règles de divulgation de l'information financière et prend les mesures nécessaires pour respecter les nouvelles normes comptables dès leur entrée en vigueur. Elle applique aussi les normes exigées par les autorités réglementaires des marchés financiers en ce qui a trait notamment au règlement 52-109.

a) Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de Groupe ADF, en collaboration avec le président du conseil d'administration et chef de la direction et avec le chef de la direction financière, a conçu des contrôles et procédures de communication de l'information (conformément aux règlements des Autorités canadiennes en valeurs mobilières) de manière à fournir l'assurance raisonnable que (i) l'information importante relative à la Société lui est communiquée, et que (ii) l'information qui doit être présentée dans les rapports de la Société est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières. La direction a également évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de Groupe ADF (conformément aux règlements des Autorités canadiennes en valeurs mobilières) et a conclu que lesdits contrôles et procédures sont efficaces.

b) Contrôles internes à l'égard de l'information financière

La direction de Groupe ADF, en collaboration avec le président du conseil d'administration et chef de la direction et avec le chef de la direction financière, a conçu un contrôle interne à l'égard de l'information financière en vue de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Les dirigeants ont également évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de Groupe ADF et ont conclu que ledit contrôle est efficace. Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009, il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur ce contrôle interne.

5. CONFORMITÉ AVEC LES PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS DU CANADA

L'information financière présentée dans le présent rapport est préparée conformément aux PCGR du Canada, à l'exception de certains indicateurs financiers. En effet, la Société évalue régulièrement son rendement à l'aide d'indicateurs financiers non définis par les PCGR. Par conséquent, ils n'ont pas de signification normalisée et se prêtent donc difficilement à une comparaison avec des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Lorsque de tels indicateurs sont présentés, ils sont définis et le lecteur en est avisé. De l'information additionnelle sur les mesures non conformes aux PCGR est fournie à la rubrique 13 « Indicateurs financiers non conformes aux PCGR du Canada » de ce rapport de gestion.

6. POLITIQUES SUR LA COMMUNICATION ET LES TRANSACTIONS D'INITIÉS

Selon ses politiques et règlements internes, la Société communique avec diligence toute information financière pertinente. De plus, lors de l'annonce des résultats financiers, de l'obtention de contrats d'envergure ou de toute autre nouvelle d'importance, elle impose une période moratoire à ses administrateurs et dirigeants, ainsi qu'à ses employés qui désirent transiger le titre de Groupe ADF et ce, afin d'assurer la conformité et la transparence des transactions effectuées par des personnes considérées comme initiées. À l'égard des employés, ce moratoire peut, selon les circonstances, soit s'étendre à l'ensemble des employés de la Société ou soit se limiter à nombre plus restreint d'employés en fonction de leur connaissance d'informations privilégiées concernant l'événement à être annoncé.

De plus, dans le contexte du rachat d'actions dans le cours normal des affaires, la firme de courtage utilisée pour le rachat des actions est assujettie aux mêmes règles concernant la période de moratoire.

7. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS DE LA PÉRIODE DE TROIS MOIS TERMINÉE LE 31 JUILLET 2009 ET ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

La direction est d'avis que les éléments suivants sont d'une importance relative susceptible d'aider l'investisseur à se faire une opinion sur les activités de la Société et sur les résultats financiers du deuxième trimestre de l'exercice 2010.

a) Rachat d'actions avec droit de vote subalterne dans le cours normal des affaires

Au cours du deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2009, la Société a racheté 446 400 actions avec droit de vote subalterne pour une contrepartie nette de 1,1 million \$, représentant un prix moyen de 2,44 \$ par action. En date du 31 juillet 2009, depuis la mise en place du programme de rachat d'actions avec droit de vote subalterne, la Société a racheté 618 300 actions avec droit de vote subalterne pour une contrepartie nette de 1,4 million \$, représentant un prix moyen de 2,35 \$ par action.

b) Nouveau contrat d'envergure

Le 13 juillet 2009, la Société a annoncé l'obtention d'un important contrat de 77 millions \$ dans le secteur des infrastructures publiques en Amérique du Nord. Selon les termes du contrat, Groupe ADF fabriquera les composantes surdimensionnées en acier de géométrie complexe qui atteindront près de 100 tonnes chacune ainsi que des éléments architecturaux d'une grande complexité, en plus de fournir les travaux de conception et d'ingénierie de connexion de même que l'acier. Le projet s'échelonne sur 20 mois et la livraison débutera à l'automne 2009. L'octroi de ce contrat d'envergure nécessitera la création d'une cinquantaine d'emplois additionnels à l'usine de Terrebonne, de même que des investissements mineurs pour l'achat de nouveaux équipements de fabrication (voir la rubrique 7 (e) Projet d'investissement, ci-après.)

c) Carnet de commandes

Le carnet de commandes de Groupe ADF se chiffrait à 151 millions \$ au 31 juillet 2009, comparativement à 125 millions \$ à pareille date l'année précédente et à 86 millions \$ au 31 juillet 2007. L'augmentation de 21 % par rapport au 31 juillet 2008 est principalement attribuable à l'octroi de deux contrats majeurs totalisant plus de 90 millions \$ au cours des mois de juin et juillet 2009. À titre d'information, en date du 31 juillet 2009, le carnet de commandes était composé à 62 % d'heures de main-d'œuvre de fabrication – activité principale de la Société et celle qui comporte le plus de valeur ajoutée – par rapport à 73 % en 2008 et 78 % en 2007. Le carnet de commandes en mains en date du 31 juillet 2009 sera exécuté progressivement au cours des 24 prochains mois.

d) Octroi d'options

Au cours du deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2009, le conseil d'administration a octroyé 168 000 options d'achat d'actions avec droit de vote subalterne aux quatre administrateurs externes. Le prix de souscription de ces options est de 2,45 \$ par action. Pour plus de détails à ce sujet, voir la note 8 (c) « Capital-actions - Régime d'options d'achat d'actions » dans les notes complémentaires aux états financiers consolidés intermédiaires inclus dans ce rapport de gestion intermédiaire.

e) **Projet d'investissement**

Suite à l'octroi du contrat de 77 millions \$ en juillet 2009, la Société a annoncé la mise en place d'investissements mineurs pouvant atteindre 6 millions \$ pour l'achat d'équipements de production additionnels ainsi que pour le réaménagement d'une baie de fabrication, incluant notamment l'ajout de deux ponts roulants ayant une capacité de levage de 50 tonnes chacun. Ces investissements pourraient être financés par le fonds de roulement de la Société.

f) **Couverture de change**

Au cours du deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2009, la Société s'est engagée à vendre, par le biais de contrats à terme, 12 millions \$ US à un taux de change de 1,16 \$ CA pour 1,00 \$ US. Les dates d'échéance de ces contrats à terme, au montant de 3 millions \$ US chacun sont les suivantes : 29 janvier 2010, 30 avril 2010, 30 juillet 2010 et 29 octobre 2010. (Voir la rubrique 9 (e) « Information additionnelle et analyse des résultats d'exploitation des périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009 - (Gain) perte sur change » pour plus de détails concernant les contrats de change en mains.)

g) **Événements subséquents à la fin du deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2009**

Entre le 1^{er} août 2009 et le 8 septembre 2009, la Société a racheté pour annulation 411 200 actions avec droit de vote subalterne pour une contrepartie nette de 1,0 million \$, représentant un prix moyen de 2,39 \$ par action. En date du 8 septembre 2009, depuis la mise en place du programme de rachat d'actions dans le cours normal des affaires, la Société a racheté 1 029 500 actions avec droit de vote subalterne pour une contrepartie nette de 2,4 millions \$, représentant un prix moyen de 2,37 \$ par action.

8. INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE CHOISIE

L'information financière décrite sous les rubriques suivantes est présentée conformément aux PCGR du Canada, sauf lorsque spécifié autrement.

Périodes de 3 mois terminées les 31 juillet (en milliers de \$, sauf les montants par action)	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Produits	18 748	23 994	13 767
Bénéfice net	1 845	4 050	2 211
– par action de base	0,05	0,11	0,07
– par action dilué	0,05	0,11	0,07
Actif total	109 848	108 971	55 060
Passif à long terme	5 160	6 984	15 303
Dividende par action	–	–	–

L'analyse du tableau ci-dessus comporte les variations suivantes :

- une diminution de 22 % des produits par rapport au 31 juillet 2008 et une augmentation de 36 % des produits par rapport au 31 juillet 2007. La diminution par rapport au 31 juillet 2008 s'explique principalement par le délai encouru en 2008 dans le renouvellement du carnet de commandes causé par le ralentissement économique, ainsi que par la composition différente des contrats exécutés au cours des deux périodes comparatives. (Voir la rubrique 9 (b) « Information additionnelle et analyse des résultats d'exploitation des périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009 - Produits et marge brute ») ;
- le bénéfice net est affecté à la baisse causé principalement par le décalage entre la reconnaissance des coûts et des produits dans un projet, de l'augmentation des frais relatifs à la production découlant notamment de la nature des contrats en cours de réalisation et du taux d'impôt effectif élevé. (Voir les rubriques 9 (b) « Information additionnelle et analyse des résultats d'exploitation des périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009 - Produits et marge brute » et 9 (g) « Impôts sur les bénéfices ».) Cependant, pour la période de six mois terminée le 31 juillet 2009, le bénéfice avant impôts par rapport aux produits se situe à 22 % contre 23 % au 31 juillet 2008 et 14 % au 31 juillet 2007 ;
- une augmentation de 1 % et de 100 % de l'actif au 31 juillet 2009 par rapport aux 31 juillet 2008 et 2007 respectivement, attribuable principalement à l'accroissement de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des placements à court terme, des immobilisations corporelles et actifs incorporels, net d'une diminution des débiteurs ; et
- une diminution du passif à long terme au 31 juillet 2009 de 26 % et 66 % respectivement par rapport aux 31 juillet 2008 et 2007 résultant principalement des remboursements de la dette à long terme.

Par ailleurs, la Société n'a pas déclaré de dividendes au cours des dernières années, ayant eu pour stratégie de réinvestir ses liquidités dans ses opérations courantes, dans le rachat dans le cours normal des affaires d'une partie de ses actions avec droit de vote subalterne, dans l'acquisition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels, ainsi que dans le remboursement de sa dette à long terme.

9. INFORMATION ADDITIONNELLE ET ANALYSE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DES PÉRIODES DE TROIS ET SIX MOIS TERMINÉES LE 31 JUILLET 2009a) **Poursuite des activités**

Pour les trois mois d'opération compris entre le 1^{er} mai 2009 et le 31 juillet 2009, la Société a poursuivi ses activités de conception et d'ingénierie de connexion, de fabrication et d'installation de charpentes métalliques complexes et composantes lourdes en acier, principalement aux États-Unis et au Canada.

b) Produits et marge brute

Périodes de 3 mois terminées les 31 juillet (en milliers de \$, sauf les %)	2009	2008	Variations 2009/2008		2007	Variations 2009/2007	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	%
Produits	18 748	23 994	(5 246)	(22)	13 767	4 981	36
Coûts des marchandises vendues	14 162	17 051	(2 889)	(17)	8 486	5 676	67
Marge brute	4 586	6 943	(2 357)	(34)	5 281	(695)	(13)
en % des produits	24 %	29 %	—	(5) %	38 %	—	(14) %

Périodes de 6 mois terminées les 31 juillet (en milliers de \$, sauf les %)	2009	2008	Variations 2009/2008		2007	Variations 2009/2007	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	%
Produits	35 500	49 153	(13 653)	(28)	24 686	10 814	44
Coûts des marchandises vendues	25 530	35 095	(9 565)	(27)	15 475	10 055	65
Marge brute	9 970	14 058	(4 088)	(29)	9 211	759	8
en % des produits	28,1 %	28,6 %	—	(0,5) %	37,3 %	—	(9,2) %

— Produits

La décroissance des produits au cours des périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009 par rapport au 31 juillet 2008 s'explique en grande partie par la composition différente des produits. En effet, tandis que les produits provenant des heures travaillées en usine ont augmenté de 23 % et 24 % respectivement pour les périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009 comparativement aux périodes correspondantes terminées 31 juillet 2008, ceux générés par la fourniture de la matière première (l'acier) et des services d'ingénierie de connexion ont diminué quant à eux de 31 % et 64 % respectivement pour les périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009 comparativement aux périodes correspondantes terminées le 31 juillet 2008. La direction s'attend à ce que cette tendance à la baisse soit renversée au cours du deuxième semestre de l'exercice en cours compte tenu de l'octroi récent de deux contrats pour lesquels la Société fournit la matière première (l'acier) et les services d'ingénierie de connexion, en plus des heures de fabrication.

En termes de dépendance économique, la Société a réalisé 76 % de ses produits auprès de quatre clients au cours du premier semestre terminé le 31 juillet 2009. Chacun de ces clients a représenté plus de 10 % des produits, pour des montants variant entre 5 millions \$ et 12 millions \$ individuellement. Bien que la Société tente de limiter la concentration de ses produits, la nature de ses activités et du marché dans lequel elle œuvre fait en sorte qu'il est probable que ses produits demeureront concentrés entre un nombre restreint de clients au cours des trimestres à venir. Cependant, les clients représentant une part importante des produits de la Société sont rarement les mêmes d'un exercice à l'autre.

— Marge brute

Pour les périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet, la baisse de la marge brute en dollars en 2009 par rapport aux mêmes périodes terminées le 31 juillet 2008 s'explique par la décroissance des produits tel que mentionné précédemment.

La baisse de la marge brute en pourcentage des produits pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009 par rapport au 31 juillet 2008 découle principalement :

- du décalage entre la reconnaissance des coûts et des produits. En effet, au cours du deuxième trimestre, la Société a reconnu des coûts découlant de travaux additionnels dans un projet sans avoir reconnu les produits y afférents compte tenu qu'il n'y avait pas eu d'entente avec le client sur ces derniers, le tout en conformité avec les politiques comptables de la Société relatifs à la reconnaissance des produits. Pour plus de précisions concernant l'impact d'un tel décalage, se référer à la note 2 (b) « Principales conventions comptables - Constatation des produits et des charges » dans le rapport financier annuel de l'exercice terminé le 31 janvier 2009 ; et
- d'une augmentation des frais relatifs à la production découlant notamment de la nature des contrats en cours de réalisation.

Finalement, pour les deux périodes de six mois terminées le 31 juillet 2009 et 2008, la marge brute en pourcentage est pratiquement identique.

Les hausses ou les baisses du prix de la matière première (l'acier) n'ont généralement pas d'incidence significative sur la marge brute puisque dans une partie des contrats en mains les clients fournissent l'acier à être transformé par ADF, tandis que des clauses de protection sont habituellement incluses dans les contrats où ADF doit fournir l'acier.

c) Frais de vente et d'administration

Périodes de 3 mois terminées les 31 juillet (en milliers de \$, sauf les %)	2009	2008	Variations 2009/2008		2007	Variations 2009/2007	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	%
Frais de vente et d'administration	1 005	862	143	17	1 187	(182)	(15)
en % des produits	5 %	4 %	—	1 %	9 %	—	(4) %

Périodes de 6 mois terminées les 31 juillet (en milliers de \$, sauf les %)	2009	2008	Variations 2009/2008		2007	Variations 2009/2007	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	%
Frais de vente et d'administration	2 309	2 077	232	11	2 427	(118)	(5)
en % des produits	7 %	4 %	—	3 %	10 %	—	(3) %

L'augmentation des frais de vente et d'administration au cours des périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009 par rapport aux mêmes périodes en 2008 s'explique principalement par la différence entre :

- l'enregistrement de gains sur disposition d'immobilisations corporelles de 764 000 \$ et 975 000 \$ pour ces mêmes périodes en 2008 ; et
- la somme de la réduction de la provision pour bonis qui est basée sur la rentabilité de la Société, de la réduction des frais liés à la taxe sur le capital, de la réduction des honoraires professionnels et du renversement spécifique d'une provision pour créances douteuses, totalisant respectivement 621 000 \$ et 743 000 \$ pour le deuxième trimestre et les six mois de 2009.

d) Amortissement

Périodes de 3 mois terminées les 31 juillet (en milliers de \$, sauf les %)	2009	2008	Variations 2009/2008		2007	Variations 2009/2007	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	%
Amortissement	748	613	135	22	646	102	16
en % des produits	4 %	3 %	—	1 %	5 %	—	(1) %

Périodes de 6 mois terminées les 31 juillet (en milliers de \$, sauf les %)	2009	2008	Variations 2009/2008		2007	Variations 2009/2007	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	%
Amortissement	1 485	1 209	276	23	1 336	149	11
en % des produits	4 %	3 %	—	1 %	5 %	—	(1) %

L'augmentation de l'amortissement au cours des périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009 par rapport aux mêmes périodes en 2008 s'explique principalement par la mise en service de l'ensemble des nouveaux équipements de production acquis au cours des deux derniers exercices ainsi que par la mise en service des actifs incorporels développés à l'interne.

e) (Gain) perte sur change

Périodes de 3 mois terminées les 31 juillet (en milliers de \$, sauf les %)	2009	2008	Variations 2009/2008		2007	Variations 2009/2007	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	%
(Gain) perte sur change	(765)	(701)	(64)	9	597	(1 362)	(228)
en % des produits	(4) %	(3) %	—	(1) %	4 %	—	(8) %

Périodes de 6 mois terminées les 31 juillet (en milliers de \$, sauf les %)	2009	2008	Variations 2009/2008		2007	Variations 2009/2007	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	%
(Gain) perte sur change	(1 326)	(641)	(685)	107	1 036	(2 362)	(228)
en % des produits	(4) %	(1) %	—	(3) %	4 %	—	(8) %

Pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009, le gain sur change résulte de la différence entre une perte de change sur conversion de filiales étrangères au montant de 2,0 millions \$ et d'un gain sur change de 2,8 millions \$, dont la majorité découle de gains totalisant 2,9 millions \$ sur des contrats de change, incluant un montant réalisé de 0,6 million \$.

Pour la période de six mois terminée le 31 juillet 2009, le gain sur change résulte de la différence entre une perte de change sur conversion de filiales étrangères au montant de 2,6 millions \$ et d'un gain sur change de 3,9 millions \$, dont la majorité découle de gains totalisant 4 millions \$ sur des contrats de change, incluant un montant réalisé de 0,5 million \$.

Au 31 juillet 2009, la Société affichait une position favorable de 2,5 millions \$ quant à la juste valeur des contrats de change à terme non échus au montant de 24,5 millions \$ US représentant un taux moyen de 1,1861 \$ CA pour 1,00 \$ US contre une position favorable de 0,1 million \$ au 30 avril 2009 sur des contrats de change non échus de 18,8 millions \$ US au taux moyen de 1,1996 \$ CA pour 1,00 \$ US.

Comme ce fut le cas au cours des trimestres précédents, la Société a poursuivi l'application de sa politique de couverture de change. Ces instruments financiers dérivés sont classés comme étant détenus à des fins de transaction et sont évalués à leur juste valeur à la fin de chaque période puisqu'ils ne sont pas désignés comme faisant partie d'une relation de couverture efficace.

Le risque de change de la Société réside principalement au fait que ses produits sont majoritairement libellés en devises américaines tandis que ses coûts, à l'exception de la matière première (l'acier), sont majoritairement libellés en dollars canadiens. En tenant compte des contrats de change à terme au montant de 24,5 millions \$ US et de la position nette de change entre les actifs et les passifs libellés en dollars américains au montant de 22,4 millions \$ US, ADF avait donc, au 31 juillet 2009, un surplus de couverture de 2,1 millions \$ US. Ainsi, pour toute fluctuation de 10 % du taux de change entre les devises canadienne et américaine, le bénéfice avant impôts pourrait varier de 2,4 millions \$ en tenant compte de cette position nette de change. Cependant, cette information ne tient pas compte de l'incidence des fluctuations de change sur les produits et autres charges accessoires pour un exercice complet.

f) Frais financiers

Périodes de 3 mois terminées les 31 juillet (en milliers de \$, sauf les %)	2009	2008	Variations 2009/2008		2007	Variations 2009/2007	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	%
Frais financiers	(134)	84	(218)	(260)	431	(565)	(131)
en % des produits	(1) %	0 %	—	(1) %	3 %	—	(4) %

Périodes de 6 mois terminées les 31 juillet (en milliers de \$, sauf les %)	2009	2008	Variations 2009/2008		2007	Variations 2009/2007	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	%
Frais financiers	(215)	179	(394)	(220)	924	(1 139)	(123)
en % des produits	(1) %	0 %	—	(1) %	4 %	—	(5) %

Les frais financiers ont diminué au cours des périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009 par rapport aux mêmes périodes en 2008, en raison de la non utilisation de la facilité de crédit, des versements ponctuels effectués en 2007 et des versements mensuels sur la dette à long terme, de la fluctuation à la baisse du taux d'intérêt variable et de la hausse des revenus d'intérêts générés par les liquidités en mains, lesquels sont appliqués en réduction des frais financiers.

La Société estime qu'une fluctuation de 1 % du taux d'intérêt effectif sur sa dette à long terme aurait un impact d'environ 0,1 million \$ sur le bénéfice avant impôts sur une base annuelle. Toutefois, l'incidence d'une fluctuation des taux d'intérêt pourrait être atténuée en partie, le cas échéant, par les revenus d'intérêts provenant de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme.

g) Impôts sur les bénéfices

Périodes de 3 mois terminées les 31 juillet (en milliers de \$, sauf les %)	2009	2008	Variations 2009/2008		2007	Variations 2009/2007	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	%
Impôts sur les bénéfices	1 887	2 035	(148)	(7)	209	1 678	803
en % des produits	10 %	8 %	—	2 %	2 %	—	8 %

Périodes de 6 mois terminées les 31 juillet (en milliers de \$, sauf les %)	2009	2008	Variations 2009/2008		2007	Variations 2009/2007	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	%
Impôts sur les bénéfices	3 632	3 950	(318)	(8)	(126)	3 758	s.o.
en % des produits	10 %	8 %	—	2 %	(1) %	—	11 %

Les impôts sur les bénéfices des périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009 représentent un taux moyen effectif d'impôt de 51 % et de 47 % respectivement. En effet, la majorité des bénéfices trimestriels ont été générés par les filiales étrangères ayant un taux d'imposition plus élevé que celui applicable au Canada. De plus, un écart permanent causé par une perte non déductible sur conversion de change de filiales étrangères non autonomes a également influencé à la hausse le taux d'imposition. Toutefois, il est à noter que la dépense d'impôt n'a toujours pas d'incidence significative sur les sorties de fonds de la Société. En effet, compte tenu des attributs fiscaux disponibles, un montant de 0,2 million \$ de la dépense d'impôts du premier semestre terminé le 31 juillet 2009 a nécessité un décaissement.

Il est à noter qu'un solde de 17,1 millions \$ d'attributs fiscaux demeure disponible au 31 juillet 2009. Ce montant aura un impact favorable sur les sorties de fonds futures de la Société, en lui évitant de déboursier les impôts exigibles jusqu'à concurrence de l'utilisation du plein montant de ces attributs fiscaux comptabilisés dans les différentes juridictions où la Société effectue des contrats. Lorsque ces attributs fiscaux seront utilisés en entier dans une de ces juridictions, la Société sera alors tenue de payer des impôts dans cette juridiction.

h) Bénéfice net, bénéfice par action de base et bénéfice par action dilué

Périodes terminées les 31 juillet (en milliers de \$, sauf les montants par action et les %)	Trois (3) mois			Six (6) mois		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Bénéfice net	1 845	4 050	2 211	4 085	7 284	3 614
en % des produits	10 %	17 %	16 %	12 %	15 %	15 %
— par action de base	0,05	0,11	0,07	0,11	0,20	0,11
— par action dilué	0,05	0,11	0,07	0,11	0,20	0,11

La réduction du bénéfice net au cours du premier semestre terminé le 31 juillet 2009 par rapport à celui terminé le 31 juillet 2008 s'explique principalement par les raisons évoquées dans l'analyse détaillée de la présente rubrique 9.

10. COMMENTAIRES SUR LES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les tendances observées lors de l'analyse de ces résultats ne reflètent pas nécessairement les résultats futurs de la Société.

En soit, les activités de fabrication d'ADF ne sont pas soumises à des fluctuations saisonnières. Cependant, le marché cible de la Société, soit le secteur de la construction non résidentielle, traverse régulièrement des cycles à la hausse et à la baisse comme en fait foi la conjoncture économique mondiale actuelle.

Finalement, de façon globale, les fluctuations des indicateurs ci-dessous d'un trimestre à l'autre, résultent en grande partie par les variations de la composition des produits conjuguées aux décalages entre la reconnaissance des coûts et des produits, tel qu'expliqué à la rubrique 9 (b) « information additionnelle et analyse des résultats d'exploitation des périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009 - Produits et marge brute ».)

Exercices se terminant les 31 janvier	2010		2009				2008	
	T2 31 juil. 09	T1 30 avr. 09	T4 31 jan. 09	T3 31 oct. 08	T2 31 juil. 08	T1 30 avr. 08	T4 31 jan. 08	T3 31 oct. 07
(en milliers \$, sauf les montants par action et les %)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	18 748	16 752	24 594	25 104	23 994	25 159	19 249	15 535
Marge brute ⁽¹⁾ en % des produits	4 586 24 %	5 384 32 %	8 102 33 %	7 295 29 %	6 943 29 %	7 115 28 %	4 921 26 %	5 355 34 %
BAIIA ⁽²⁾ en % des produits	3 581 19 %	4 080 24 %	5 202 21 %	5 776 23 %	6 081 25 %	5 900 23 %	3 913 20 %	4 372 28 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices en % des produits	3 732 20 %	3 985 24 %	3 713 15 %	9 092 36 %	6 085 25 %	5 149 20 %	3 583 19 %	4 891 31 %
Bénéfice net :	1 845	2 240	1 772	6 518	4 050	3 234	2 773	27 576
– par action de base	0,05	0,06	0,05	0,18	0,11	0,09	0,08	0,80
– par action dilué	0,05	0,06	0,05	0,18	0,11	0,09	0,08	0,77

(1) Marge brute excluant la variation de change pour les périodes incluses dans les exercices 2009 et 2008.

(2) Voir la rubrique 13 « Indicateurs financiers non conformes aux PCGR du Canada » pour la définition du BAIIA.

11. RÉSULTATS DES QUATRE DERNIERS TRIMESTRES

La direction présente ici les résultats des quatre derniers trimestres afin de refléter leur évolution sur une base annuelle complète :

Exercices se terminant les 31 janvier	2010		2009		TOTAL ⁽¹⁾ Quatre derniers trimestres
	T2 31 juil. 2009	T1 30 avr. 2009	T4 31 jan. 2009	T3 31 oct. 2008	
(en milliers de \$, sauf les montants par action et les %)	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	18 748	16 752	24 594	25 104	85 198
Marge brute ⁽²⁾ en % des produits	4 586 24 %	5 384 32 %	8 102 33 %	7 295 29 %	25 367 30 %
BAIIA ⁽³⁾ en % des produits	3 581 19 %	4 080 24 %	5 202 21 %	5 776 23 %	18 639 22 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices en % des produits	3 732 20 %	3 985 24 %	3 713 15 %	9 092 36 %	20 522 24 %
Bénéfice net	1 845	2 240	1 772	6 518	12 375
– par action de base	0,05	0,06	0,05	0,18	0,34
– par action dilué	0,05	0,06	0,05	0,18	0,34

(1) Ces données sont présentées à titre d'information seulement. Elles représentent la somme des résultats des quatre derniers trimestres.

(2) Marge brute, excluant la variation de change pour les périodes incluses dans l'exercice 2009.

(3) Voir la rubrique 13 « Indicateurs financiers non conformes aux PCGR du Canada » pour la définition du BAIIA.

12. VARIATION DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES AU 31 JUILLET 2009 PAR RAPPORT AU 31 JANVIER 2009

a) Actif

ADF a clos le premier semestre terminé le 31 juillet 2009 avec des actifs de 109,8 millions \$ par rapport à 114,4 millions \$ au 31 janvier 2009. Cette réduction de 4,6 millions \$ s'explique par les principaux facteurs suivants :

- Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements à court terme
- Diminution de 7,0 millions \$ résultant de l'utilisation de fonds de 1,9 million \$ pour les activités d'exploitation, de 1,2 million \$ pour les activités d'investissement si l'on exclue les acquisitions de placement de 6,4 millions \$, de 2,9 millions \$ pour les activités de financement et de 1,0 million \$ en raison de la fluctuation du taux de change sur la trésorerie.

- Débiteurs Augmentation de 5,0 millions \$ attribuable principalement à la variation des sommes à recevoir au titre de contrats (3,4 millions \$) et des dépôts effectués sur l'achat de nouveaux équipements de production.
- Retenues sur contrats (court et long termes) Réduction de 0,8 million \$ causée principalement par la facturation des retenues.
- Produits en cours Augmentation de 0,8 million \$ attribuable à l'écart entre l'avancement des travaux et la facturation des produits aux clients.
- Instruments financiers dérivés Augmentation de 2,5 millions \$ représentant la plus-value non matérialisée sur les contrats de change comptabilisée au 31 juillet 2009, à la suite du repli de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien.
- Actifs d'impôts futurs (court et long termes) Réduction de 4,9 millions \$ découlant des hypothèses utilisées pour évaluer les bénéfices futurs de la Société par juridiction fiscale et la provision d'impôts y afférente.

b) Passif

ADF a clos le premier semestre terminé le 31 juillet 2009 avec des passifs de 22,3 millions \$ comparativement à 29,6 millions \$ au 31 janvier 2009. Cette diminution de 7,3 millions \$ se détaille de la façon suivante :

- Crédeurs Réduction de 1,4 million \$ attribuable à la diminution des comptes à payer liés notamment à l'achat de matière première (l'acier) ainsi que des frais courus.
- Charges à payer Réduction de 1,7 million \$ associée principalement aux paiements des charges à payer comptabilisées au 31 janvier 2009.
- Produits reportés Augmentation de 0,8 million \$ causée par l'écart entre le degré d'avancement des travaux et la facturation aux clients.
- Instruments financiers dérivés Réduction de 1,1 million \$ représentant le renversement de la moins-value non matérialisée sur les contrats de change comptabilisée au 31 janvier 2009, à la suite du repli de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien.
- Dette à long terme (incluant la portion à court terme) Réduction de 2,5 millions \$ découlant des versements mensuels contractuels et de l'impact du repli de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien sur le solde de la dette à long terme libellé en dollars américains.

c) Capitaux propres

ADF a clos le premier semestre terminé le 31 juillet 2009 avec des capitaux propres de 87,6 millions \$ contre 84,8 millions \$ au 31 janvier 2009. Cette augmentation de 2,8 millions \$ ou de 3,3 %, s'explique essentiellement par le bénéfice net de la période, moins la valeur des actions avec droit de vote subalterne rachetées au cours de la période, tel que décrit à la note 8 (b) « Capital-actions - Actions avec droit de vote subalterne » dans les notes complémentaires aux états financiers consolidés du 31 juillet 2009.

13. INDICATEURS FINANCIERS NON CONFORMES AUX PCGR DU CANADA

Les indicateurs ci-dessous ne sont pas conformes aux normes prescrites par les PCGR du Canada et ne pourraient donc pas être comparés à des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs.

(en milliers de \$, sauf les coefficients et les %)	Période de 6 mois terminée le 31 juillet 2009	Période de 12 mois terminée le 31 janvier 2009
a) Fonds de roulement	38 439 \$	31 625 \$
Coefficient du fonds de roulement	3,25:1	2,39:1
b) Dette à long terme sur capitaux propres	0,08:1	0,12:1
c) Dette à long terme, nette de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme, sur capitaux propres	—	—
d) Total de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme, net de la dette à long terme, sur capitaux propres	0,16:1	0,22:1
e) Passifs sur capitaux propres	0,25:1	0,35:1
f) BAIIA	7 661 \$	22 959 \$
Marge de BAIIA en pourcentage des produits	21,6 %	23,2 %
g) Valeur aux livres par action	2,43 \$	2,34 \$
h) Rendement des capitaux propres	14,1 %	18,4 %

a) Fonds de roulement

L'indicateur du fonds de roulement est utilisé par la Société pour évaluer si l'actif à court terme est suffisant pour acquitter le passif à court terme. Le fonds de roulement représente l'excédent de l'actif à court terme sur le passif à court terme, tandis que le coefficient de fonds de roulement résulte de la division de l'actif à court terme par le passif à court terme.

De façon générale, la Société vise à maintenir son coefficient de fonds de roulement aux alentours de 2:1. La Société fonde l'atteinte de cet objectif sur la poursuite de sa stratégie visant à concentrer ses activités sur l'exécution de contrats générant des flux de trésorerie positifs tout au long de leur réalisation. Notons que l'établissement et/ou la révision de cet objectif par la Société dépend de plusieurs facteurs dont le contexte économique, le programme de rachat d'actions dans le cours normal des affaires et des projets d'expansion qui pourraient se matérialiser.

b) Dette à long terme sur capitaux propres

Ce coefficient indique dans quelle mesure la Société dépend du financement par emprunts à long terme et montre la part de l'endettement dans la structure financière de la Société comparativement aux sommes investies par les actionnaires. Il représente le total de la dette à long terme de la Société, incluant la portion à court terme, divisé par les capitaux propres.

La Société poursuit actuellement la réduction de ce coefficient grâce aux remboursements mensuels faits aux créanciers et à la rentabilité d'exploitation anticipée pour l'exercice se terminant le 31 janvier 2010. Toutefois, compte tenu du fait que la majeure partie de la dette à long terme est libellée en dollars américains, la fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain pourrait avoir un impact sur la réalisation de cet objectif. À plus long terme, l'objectif de la direction est de maintenir une gestion prudente de sa structure de capital et de son coefficient d'endettement en fonction de ses projets de développement, du contexte économique et des occasions d'affaires.

c) Dette à long terme, nette de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme, sur capitaux propres

Ce coefficient indique dans quelle mesure la Société dépend du financement par emprunts à long terme en tenant compte, toutefois, des liquidités dont elle dispose et montre la part de l'endettement de la Société, net de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme, en comparaison avec les sommes investies par les actionnaires. Il représente le total de la dette à long terme, incluant la portion à court terme, diminué de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme, sur les capitaux propres.

Au 31 juillet 2009, le total de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme était supérieur à la dette à long terme de la Société.

d) Total de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme, net de la dette à long terme, sur capitaux propres

Ce coefficient mesure le niveau de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et placements à court terme, nets du financement par emprunts à long terme, en comparaison avec les sommes investies par les actionnaires. Il représente le total de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme, net de la dette à long terme, incluant la portion à court terme, sur les capitaux propres.

Au 31 juillet 2009, le total de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme de la Société était supérieur à sa dette à long terme. Toutefois, cette situation pourrait être affectée au cours des prochains trimestres compte tenu, entre autres, de la fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain, de l'éventualité que certains contrats signés par la Société ne génèrent pas des flux de trésorerie positifs tout au long de leur exécution, et du financement par la dette à long terme d'éventuels projets de développement.

e) Passifs sur capitaux propres

Ce coefficient indique dans quelle mesure la Société dépend du financement de ses créanciers et fournisseurs. Il représente le total des passifs de la Société sur les capitaux propres.

La Société compte améliorer ce coefficient à court terme grâce, entre autres, aux remboursements mensuels de la dette à long terme et à la rentabilité d'exploitation anticipée pour l'exercice se terminant le 31 janvier 2010. Toutefois, la réalisation de cet objectif pourrait être affectée, entre autres, par :

- l'augmentation des créanciers, charges à payer ainsi que les salaires et charges sociales à payer ; et
- l'impact de la fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les passifs libellés en dollars américains.

f) BAIIA et marge de BAIIA en pourcentage des produits

Le BAIIA indique dans quelle mesure la Société génère des bénéfices à même son exploitation, sans tenir compte des charges suivantes :

- les frais financiers ;
- les impôts sur les bénéfices ;
- les gains ou pertes sur change ; et
- l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels.

Le tableau suivant fait le rapprochement entre le bénéfice net et le BAIIA :

Périodes terminées les 31 juillet (en milliers de \$, sauf les montants par action et les %)	Trois (3) mois		Six (6) mois	
	2009	2008	2009	2008
Bénéfice net	1 845	4 050	4 085	7 284
Impôts sur les bénéfices	1 887	2 035	3 632	3 950
Frais financiers	(134)	84	(215)	179
Amortissement	748	613	1 485	1 209
(Gain) perte sur change	(765)	(701)	(1 326)	(641)
BAIIA	3 581	6 081	7 661	11 981
en % des produits	19,1 %	25,3 %	21,6 %	24,4 %

g) Valeur aux livres par action

Cet indicateur financier indique la valeur aux livres pour chacune des actions en circulation (actions avec droit de vote multiple et action avec droit de vote subalterne) émise à la fin de la période visée. Il est obtenu en divisant les capitaux propres par le nombre total des actions en circulation.

La direction prévoit que cette valeur augmentera davantage puisqu'elle anticipe que la Société sera rentable tout au long de l'exercice en cours et qu'elle poursuivra le rachat d'action à droit de vote subalterne dans le cours normal des affaires. Pour la période de six mois terminée le 31 juillet 2009, la valeur aux livres par action a augmenté à 2,43 \$ par rapport à 2,34 \$ au 31 janvier 2009, procurant ainsi un rendement de 3,8 % aux actionnaires pour cette période, ce qui représente un rendement annualisé de 7,7 %.

h) Rendement des capitaux propres

Cet indicateur financier indique le rendement des actionnaires pour la période de 12 mois la plus récente. Il est obtenu en divisant le bénéfice net des 12 derniers mois par les capitaux propres à la fin de la période visée.

Basé sur le bénéfice net des 12 derniers mois terminés le 31 juillet 2009, au montant de 12,4 millions \$ (voir la rubrique 11 « Résultats des quatre derniers trimestres »), le rendement des capitaux propres au 31 juillet 2009 a été de 14,1 %, par rapport à un rendement de 18,4 % pour l'exercice terminé le 31 janvier 2009.

14. ANALYSE DES LIQUIDITÉS POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET SIX MOIS TERMINÉES LE 31 JUILLET 2009

Au 31 juillet 2009, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme totalisaient 21,5 millions \$. De plus, le crédit à court terme autorisé au montant de 10 millions \$ demeurait inutilisé. La direction est d'avis que cette disponibilité de fonds est suffisante pour supporter l'exécution de son carnet de commandes en mains au 31 juillet 2009 et respecter ses engagements financiers prévus pour l'exercice 2010.

Par ailleurs, la Société évalue de façon continue les occasions d'utiliser une partie de ses liquidités pour financer certains projets porteurs qui pourraient lui procurer d'autres avantages concurrentiels à long terme ou pour bénéficier des escomptes pour paiements rapides négociés auprès de ses fournisseurs.

a) Évolution de la trésorerie

De façon générale, le tableau suivant démontre qu'au cours du premier semestre terminé le 31 juillet 2009, les activités d'exploitation de la Société ont absorbé des liquidités de 2,0 millions \$, qu'elle a investi 7,6 millions \$, principalement pour l'acquisition d'un placement, d'équipements de production et d'actifs incorporels, et qu'elle a alloué 2,9 millions \$ au remboursement contractuel de sa dette à long terme, ainsi qu'au rachat d'une partie des actions avec droit de vote subalterne en circulation.

Périodes terminées les 31 juillet (en milliers de \$)	Trois (3) mois			Six (6) mois		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION						
Bénéfice net ajusté	3 172	5 799	3 109	7 547	11 239	5 059
Débiteurs et retenues sur contrats	480	(391)	743	(4 211)	(6 061)	(1 302)
Produits en cours et produits reportés	(120)	1 894	(3 723)	99	3 248	(2 665)
Créditeurs, charges à payer et salaires et charges sociales à payer	(1 508)	2 428	(602)	(4 918)	4 426	(3 400)
Impôts sur les bénéfices	(213)	64	26	(246)	24	29
Autres	(590)	(811)	(255)	(227)	(943)	724
	1 221	8 983	(702)	(1 956)	11 933	(1 555)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT						
Acquisition de placements à court terme	(7 000)	—	—	(6 400)	—	—
Acquisition d'immobilisations corporelles	(332)	(5 476)	(602)	(722)	(7 476)	(1 264)
Autres	(123)	(373)	(270)	(461)	(640)	(338)
	(7 455)	(5 849)	(872)	(7 583)	(8 116)	(1 602)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT						
Remboursement de la dette bancaire	—	—	—	—	—	(263)
Remboursement de la dette à long terme	(703)	(606)	(8 105)	(1 467)	(1 013)	(8 710)
Émission d'actions avec droit de vote subalterne	30	38	10 692	47	47	10 707
Rachat d'actions avec droit de vote subalterne	(1 087)	—	—	(1 453)	—	—
Autres	—	—	219	—	—	489
	(1 760)	(568)	2 806	(2 873)	(966)	2 223
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie	(255)	62	(11)	(975)	15	(57)
Total des (sorties) entrées nettes	(8 249)	2 628	1 221	(13 387)	2 866	(991)

b) Engagements liés aux dépenses en capital en date du 31 juillet 2009

Outre le projet d'investissement mentionné à la rubrique 7 (e) « Événements importants de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009 et événements subséquents - Projet d'investissement » et dont un montant de 0,9 million \$ a été engagé au 31 juillet 2009, la Société prévoit que ses investissements réguliers en immobilisations et actifs incorporels varieront entre 1 million \$ et 2 millions \$ par année au cours des prochains exercices et qu'ils serviront principalement à maintenir à niveau ses équipements de production et son infrastructure informatique. Elle entend financer ces sommes à même son fonds de roulement.

15. PERSPECTIVES

Le premier semestre terminé le 31 juillet 2009 a vu l'atteinte d'une partie des objectifs fixés en début d'exercice, soit :

- la réduction de la dette à long terme libellée en dollars américains ;
- l'augmentation des capitaux propres ;
- le maintien d'une gestion rigoureuse des liquidités ; et
- la poursuite de l'optimisation des aires de production de l'usine.

ADF bénéficie d'une solide situation financière, comme en fait foi notamment le surplus de près de 22 millions \$ de ses liquidités disponibles (incluant la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme) par rapport à sa dette à long terme, incluant la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an.

De plus, la stratégie d'affaires déployée au cours des dernières années en vue de se positionner dans des niches de marché à forte valeur ajoutée a porté fruit comme en témoignent, entre autres, l'obtention récente d'un important contrat malgré le ralentissement économique, et la marge brute de 28 % des produits au cours de la période de six mois terminée le 31 juillet 2009.

Au cours des prochains trimestres, les dirigeants de la Société concentreront leurs efforts sur les éléments suivants :

- compléter les négociations des changements contractuels sur les contrats en cours et advenant des ententes favorables, le décalage constaté, notamment celui encouru au deuxième trimestre terminé le 31 juillet 2009, pourrait progressivement être régularisé ;
- augmenter le carnet de commandes en soumissionnant des projets offrant un potentiel de marge bénéficiaire et de flux de trésorerie conforme aux objectifs de la Société, tout en s'assurant que le financement de ces projets soit complété par leurs propriétaires avant la signature des contrats ;
- continuer d'optimiser l'utilisation des nouveaux équipements de production afin d'augmenter le niveau de productivité ainsi que la rapidité et la précision de l'exécution des contrats ;
- continuer de suivre étroitement l'évolution de la situation financière des clients actuels et potentiels, en regard au contexte économique actuel ;
- continuer de promouvoir les avantages concurrentiels distinctifs d'ADF sur ses marchés traditionnels et les marchés émergents, plus particulièrement ses forces en gestion de projets et en ingénierie de connexion, ainsi que l'importante capacité de fabrication de son usine de Terrebonne ;
- développer un nouveau créneau d'activités porteur pour l'avenir de la Société, tel la fabrication de charpentes métalliques destinées à la construction et la modernisation de centrales nucléaires ;
- optimiser la rentabilité des contrats en cours par le maintien d'une gestion rigoureuse des coûts et l'amélioration continue des méthodes de fabrication au moyen de l'innovation et d'investissements ciblés ;
- améliorer de façon continue les systèmes opérationnels de la Société par le développement et le renforcement des outils de gestion ; et
- maintenir une gestion stricte des liquidités.

16. ENJEUX LIÉS À L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ACTUEL

Devant l'incertitude d'affaire découlant du contexte économique actuel, la Société est confrontée aux enjeux suivants :

- son secteur d'activité est fortement tributaire de la capacité de financement des projets conçus par leurs propriétaires. Faute de financement, certains projets peuvent être retardés ou tout simplement abandonnés. Quoique la Société tente d'atténuer ce risque en concentrant ses efforts de commercialisation sur des projets dont le financement est le plus probable de se concrétiser, elle n'a pas de contrôle sur l'évolution des marchés financiers ; et
- certains propriétaires de projets dont le financement était sécurisé au départ sont contraints d'arrêter les travaux faute de financement, soit par manque de fonds du prêteur au projet, soit par manque de fonds du propriétaire. La Société atténue ce risque en s'assurant d'encaisser les sommes dues avec diligence et, lorsque possible, d'avoir un flux de trésorerie positif sur chaque projet. Par surcroît, la Société s'assure de transiger avec des propriétaires solides financièrement. En date des présentes, aucun projet de la Société ne subit ce genre de contrainte.

17. FACTEURS EXTERNES AYANT UNE INFLUENCE SUR LE RENDEMENT DE LA SOCIÉTÉ

a) Taux de change

La fluctuation du taux de change entre les devises canadienne et américaine a eu un impact sur les résultats de la Société. Ainsi, des gains sur change net de 0,8 million \$ et de 1,3 million \$ ont été constatés respectivement aux résultats des périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009.

Afin de minimiser l'impact des fluctuations du taux de change sur ses résultats, la Société a mis en place les mesures de protection suivantes :

- la conversion, en novembre 2007, d'une partie importante de la dette à long terme libellée en dollars canadiens (11,6 millions \$) en dollars américains (12,4 millions \$ US). Au moment de la conversion, le taux de change était de 0,9364 \$ CA pour 1,00 \$ US ;
- lorsque c'est avantageux, l'achat en dollars américains de la matière première (l'acier) et autres consommables utilisés pour la fabrication ; et

- la mise en place d'une politique de change visant à couvrir une partie du risque net entre les entrées et les sorties de fonds libellées en dollars américains du carnet de commandes en mains.

b) Risques et incertitudes liées à l'exploitation de la Société

Les principaux risques et incertitudes liées à l'exploitation de la Société sont décrits ci-dessous :

– Indemnisation

La Société a signé une entente d'indemnisation lors de la vente d'une filiale en 2004. Cette ancienne filiale fait actuellement l'objet d'une poursuite. L'incidence ainsi que les montants qui pourraient être dus par la Société en vertu de cette entente d'indemnisation ont fait l'objet de la comptabilisation d'une provision pour perte anticipée de 1 million \$ au 31 janvier 2009, incluant les frais engagés à cette date. En date des présentes, il n'y a pas eu de développements significatifs en rapport à cette poursuite.

– Incertitudes liées à l'économie mondiale

L'incertitude liée à l'économie mondiale a un impact négatif sur le secteur d'activités de la Société, soit la construction non résidentielle, plus particulièrement au sein de son principal marché, l'Amérique du Nord. Toutefois, cet impact pourrait être atténué par les fluctuations du coût de la matière première (l'acier) et du pétrole brut. En date des présentes, bien que le carnet de commandes procure de l'ouvrage pour les 24 prochains mois, l'incertitude liée à l'économie mondiale pourrait affecter négativement les produits et la rentabilité de la Société au-delà de cette période.

– Capacité de cautionnement et lettres de crédit irrévocables

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009, la Société a émis les cautionnements nécessaires auprès de ses contacts d'affaires et ce, tant pour les soumissions auprès de ces derniers que pour les engagements contractuels à fournir un cautionnement ou autres instruments financiers, tel un cautionnement d'exécution, de gage et matériel ou une lettre de crédit irrévocable.

– Risques et incertitudes de nature opérationnelle pouvant avoir une incidence sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société

Les contrats d'ADF sont exécutés selon des ententes contractuelles à prix fermes. ADF a établi et applique des pratiques rigoureuses d'évaluation et de gestion des risques afin de restreindre la nature et l'étendue des risques financiers, techniques et légaux propres à chacune de ces ententes contractuelles. L'engagement soutenu d'ADF à mettre en oeuvre des pratiques rigoureuses de gestion des risques lorsqu'elle conclut et exécute des contrats, comprend l'évaluation des risques techniques, la révision juridique des contrats, l'application de contrôles des coûts et de l'échéancier des projets, la révision régulière des produits, des coûts et de la trésorerie des projets, la mise en place d'ententes visant à générer des flux de trésorerie positifs pour les projets et autres dispositions visant l'atténuation des risques.

Les éléments suivants pourraient avoir des répercussions sur la situation financière et les résultats financiers futurs de la Société :

- la situation économique actuelle pourrait exercer une pression sur les marges dégagées sur les nouveaux projets à être négociés avec les clients et pourrait avoir un impact sur le carnet de commandes et sur la signature de nouveaux contrats ;
- les changements contractuels chevauchant deux périodes, c'est-à-dire, pour lesquels des coûts auraient été constatés sans qu'aucun produit n'ait été enregistré au cours de la première période et sans qu'une entente finale n'ait été signée avec le client à la fin de cette période, pourraient avoir un impact sur les résultats et les liquidités de la Société lors de la période suivante, à la suite de la signature de ladite entente ;
- une hausse du prix de l'acier. Ce risque serait toutefois atténué par une clause d'ajustement du prix de vente avec les clients incluses dans le contrats liant les deux entités ;
- les fluctuations des taux d'intérêt. Toutefois, ce risque est atténué par le bas niveau d'endettement de la Société ainsi que par les liquidités en mains générant des revenus d'intérêts ;
- la concurrence dans le secteur d'activités de la Société ;
- la concentration et la dépendance économique de sa clientèle ;
- l'imposition de tarifs douaniers ou autres mesures protectionnistes sur l'acier transformé importé par les États-Unis, principal marché d'ADF ;
- les fluctuations du taux de change entre les devises canadienne et américaine. Ce risque est toutefois atténué par la politique de couverture de change adoptée par le conseil d'administration de la Société ; et
- la capacité de la Société d'embaucher et d'intégrer la main-d'œuvre nécessaire à ses besoins.

18. CONVENTIONS COMPTABLES ET MODIFICATIONS

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Société ont été dressés conformément aux PCGR du Canada et sont fondés sur les mêmes conventions et méthodes comptables que celles utilisées pour la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés du 31 janvier 2009, sauf pour les éléments décrits ci-après. Voir la note 2 « Principales conventions comptables » afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés du 31 janvier 2009 de la Société pour plus d'information sur les principales conventions comptables utilisées dans la préparation des états financiers.

La Société a adopté les recommandations des nouveaux chapitres publiés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), tel que décrit ci-dessous :

a) Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », remplaçant les chapitres 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » et 3450 « Frais de recherche et de développement ». Ce chapitre s'applique de manière rétrospective avec retraitement des chiffres comparatifs aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. Le chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. Plus, précisément, cette nouvelle norme a principalement été publiée dans le but de clarifier la constatation et l'évaluation d'actifs incorporels générés à l'interne, incluant les frais de recherche et de développement. Le chapitre 3064 renforce l'approche selon laquelle les actifs sont comptabilisés seulement s'ils répondent à la définition d'un actif et aux critères de comptabilisation d'un actif. Avec prise d'effet le 1^{er} février 2009, l'adoption de ce nouveau chapitre n'a eu aucun impact sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société.

b) Risques de crédit et juste valeur des actifs et des passifs financiers

En janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA a publié le CPN-173 « Risques de crédit et juste valeur des actifs et des passifs financiers ». Cette norme prévoit des directives sur l'évaluation de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers en vertu desquelles la Société doit tenir compte du risque de crédit propre à l'entité et du risque de crédit de l'autre partie pour déterminer la juste valeur d'instruments dérivés. Cette norme s'applique de manière rétroactive, sans retraitement des états financiers des périodes antérieures, aux états financiers intermédiaires et annuels publiés à compter du 20 janvier 2009. Avec prise d'effet le 1^{er} février 2009, l'application de cette nouvelle recommandation n'a eu aucune conséquence significative sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société.

19. MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants et qui s'appliqueront aux exercices futurs :

a) Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle

Le chapitre 1582 du Manuel de l'ICCA intitulé « Regroupement d'entreprises » s'applique aux regroupements d'entreprises dont la date d'acquisition est postérieure au 1^{er} janvier 2011. Cette norme exige le recours aux évaluations de la juste valeur, la constatation d'actifs et de passifs supplémentaires et la présentation d'informations supplémentaires. L'adoption de cette norme devrait avoir une incidence importante sur la façon dont la Société comptabilise les regroupements d'entreprises futurs. Les entités qui adoptent le chapitre 1582 du Manuel de l'ICCA seront également tenues d'adopter les chapitres 1601 intitulé « États financiers consolidés » et 1602 intitulé « Participations sans contrôle ».

Ces normes exigeront la modification de l'évaluation de la participation sans contrôle et la présentation de cette modification en tant que capitaux propres au bilan. En outre, l'état des résultats de la société mère ayant le contrôle inclura 100 % des résultats de la filiale et présentera alors la ventilation entre la participation avec contrôle et la participation sans contrôle. Ces normes entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2011, mais leur adoption anticipée est permise. Les changements découlant de l'adoption du chapitre 1582 seront appliqués prospectivement et les changements découlant des chapitres 1601 et 1602 seront appliqués rétrospectivement.

b) Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que, le 1^{er} janvier 2011, les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront commencer à appliquer les normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par le *International Accounting Standards Board*. Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui sur lequel sont fondés les PCGR du Canada, mais elles présentent des différences importantes en ce qui a trait à la constatation, à l'évaluation et aux informations à fournir. L'équipe chargée du projet de transition vers les IFRS a été mise sur pied et elle appuiera les travaux de conversion. Elle sera responsable du leadership du projet, de la formation, de la détermination des enjeux, de la recherche technique, des recommandations en matière de politique, de la direction des groupes de travail et du soutien à la mise en oeuvre de ce projet de conversion. En conséquence, un plan a été élaboré et un échéancier a été fixé pour la transition des états financiers consolidés sous le régime des IFRS pour l'exercice se terminant le 31 janvier 2012, avec chiffres comparatifs de l'exercice 2011, qui devront également être traités selon les normes IFRS. Entre autres, le plan mesure les incidences des IFRS en ce qui concerne :

- les conventions comptables et les décisions de mise en œuvre ;
- les systèmes informatiques et de technologies de l'information ;
- le contrôle interne à l'égard de l'information financière ;
- les contrôles et procédures de présentation de l'information ;
- l'expertise en matière d'information financière ; et
- les activités commerciales.

La première étape de la formation est terminée. Elle comprenait notamment des séances de sensibilisation aux IFRS ainsi qu'un cours d'immersion exhaustif. Les phases subséquentes du projet engloberont des séances de formation portant sur les aspects plus techniques et la mise en application au sujet des conventions, procédures et procédés comptables. Tout au long du projet, des séances de formation aux IFRS seront offertes régulièrement pour assurer que les principaux employés concernés par cette nouvelle norme, incluant, entre autres, la haute direction et les administrateurs seront informés des faits nouveaux relativement aux IFRS.

La Société a également évalué les différences entre ses méthodes comptables actuelles et les IFRS, ainsi que les diverses solutions de rechange dont elle disposera au moment de leur adoption. Cette évaluation a porté notamment sur la conversion des systèmes informatiques et de technologies de l'information, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière, les contrôles et procédures de présentation de l'information et les activités commerciales. La Société a présenté ce plan en vue du passage aux IFRS au Comité de vérification puis au conseil d'administration qui a adopté les états financiers consolidés au 31 janvier 2009. Des modifications de méthodes comptables sont probables et pourraient avoir une incidence considérable sur les états financiers consolidés de la Société. Selon l'analyse en cours et de façon préliminaire, un des changements pour la Société se situera au niveau des immobilisations corporelles qui devront être traitées par composantes et évaluées séparément.

L'impact anticipé se situerait au niveau de l'amortissement de ces composantes étant donné que la période d'amortissement pourrait varier d'une composante à l'autre. Cependant, compte tenu du degré d'avancement du projet de conversion et de la possibilité de changement des normes IFRS, l'impact global ne peut être déterminé en date des présentes.

20. RESSOURCES HUMAINES

Au 31 juillet 2009, la Société employait au total 347 personnes réparties à travers l'usine et les bureaux, ainsi que les chantiers de construction en Floride. La Société prévoit augmenter ses effectifs en usine au cours de l'exercice 2010 en fonction du niveau d'activités prévu.

21. CAPITAL-ACTIONS

Information sur les actions en circulation, incluant les options et les bons de souscription :

	Actions avec droit de vote subalterne		Actions avec droit de vote multiple ⁽¹⁾		Total des actions en circulation		Options d'achat d'actions ⁽²⁾
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre
Au 31 janvier 2009	21 854 469	64 684	14 343 107	16 001	36 197 576	80 685	1 481 200
Émises suite à la levée d'options d'achat d'actions	67 442	72	—	—	67 442	72	(67 442)
Octroyées	—	—	—	—	—	—	168 000
Rachat d'actions	(618 300)	(1 829)	—	—	(618 300)	(1 829)	—
Au 31 juillet 2009	21 303 611	62 927	14 343 107	16 001	35 646 718	78 928	1 581 758
Émises suite à la levée d'options d'achat d'actions	—	—	—	—	—	—	—
Rachat d'actions	(411 200)	(1 215)	—	—	(411 200)	(1 215)	—
Au 8 septembre 2009	20 892 411	61 712	14 343 107	16 001	(35 235 518)	77 713	1 581 758

(1) Ces actions donnent droit à dix (10) votes par action.

(2) Le prix de levée moyen pondéré des options d'achat d'actions en cours au 31 juillet 2009 était de 1,20 \$ par unité.

22. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Le rapport de gestion sur les résultats d'exploitation et l'évolution de la situation financière des périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009 a été approuvé par le conseil d'administration de la Société le 8 septembre 2009.

La Société divulgue régulièrement des renseignements par le moyen de communiqués de presse, de ses rapports trimestriels et annuels et de sa notice annuelle, lesquels sont disponibles sur son site Internet à l'adresse électronique www.adfgroup.com et sur le site Internet SEDAR (Système électronique de données, d'analyse et de recherche) à l'adresse électronique www.sedar.com.

La vice-présidente exécutive,
trésorière et secrétaire corporative

/ Signé /

Marise Paschini

Terrebonne (Québec), le 8 septembre 2009

Le chef de la direction financière

/ Signé /

Louis Potvin, CA, MBA

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

PÉRIODE DE TROIS ET SIX MOIS TERMINÉES LE 31 JUILLET 2009

Notes aux lecteurs

Les états financiers consolidés intermédiaires ci-joints ont été préparés par la direction de Groupe ADF inc. et n'ont pas fait l'objet d'un examen de la part d'un vérificateur externe.

États consolidés des résultats et du résultat étendu

Périodes terminées les 31 juillet (en milliers de \$, sauf les montants par action)	Trois (3) mois		Six (6) mois	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
Produits	18 748	23 994	35 500	49 153
Coût des marchandises vendues (note 11)	14 162	17 051	25 530	35 095
Marge brute	4 586	6 943	9 970	14 058
Frais de vente et d'administration	1 005	862	2 309	2 077
Bénéfice avant les postes ci-dessous :	3 581	6 081	7 661	11 981
Amortissement				
Immobilisations corporelles	667	600	1 331	1 183
Actifs incorporels	81	13	154	26
	748	613	1 485	1 209
(Gain) perte sur change	(765)	(701)	(1 326)	(641)
	(17)	(88)	159	568
Bénéfice avant frais financiers et impôts sur les bénéfices	3 598	6 169	7 502	11 413
Frais financiers				
Intérêts sur la dette à long terme	50	113	110	239
Revenus d'intérêts	(166)	(46)	(325)	(132)
Autres intérêts	(18)	17	—	72
	(134)	84	(215)	179
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	3 732	6 085	7 717	11 234
Impôts sur les bénéfices				
Exigibles	7	3	175	171
Futurs	1 880	2 032	3 457	3 779
	1 887	2 035	3 632	3 950
Bénéfice net et résultat étendu	1 845	4 050	4 085	7 284
Bénéfice par action de base (note 10)	0,05	0,11	0,11	0,20
Bénéfice par action dilué (note 10)	0,05	0,11	0,11	0,20
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers) (note 10)	36 013	36 145	36 002	36 126
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation dilué (en milliers) (note 10)	36 868	37 258	36 801	37 290

Voir les notes complémentaires aux états financiers consolidés intermédiaires.

États consolidés des bénéfices non répartis (du déficit)

Périodes terminées les 31 juillet (en milliers de \$)	Trois (3) mois		Six (6) mois	
	2009	2008	2009	2008
Bénéfices non répartis (déficit) au début de la période (note 8)	4 012	(72 304)	1 772	(75 538)
Bénéfice net	1 845	4 050	4 085	7 284
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de la période	5 857	(68 254)	5 857	(68 254)

États consolidés du surplus d'apport

Périodes terminées les 31 juillet (en milliers de \$)	Trois (3) mois		Six (6) mois	
	2009	2008	2009	2008
Surplus d'apport au début de la période	2 373	2 014	2 175	1 965
Rémunération à base d'actions (note 8)	66	62	127	111
Options et bons de souscription levés	(17)	(17)	(24)	(17)
Excédent de la valeur comptable sur le coût d'acquisition des actions avec droit de vote subalterne rachetées (note 8)	231	—	375	—
Surplus d'apport à la fin de la période	2 653	2 059	2 653	2 059

Voir les notes complémentaires aux états financiers consolidés intermédiaires.

Bilans consolidés

	Au 31 juillet 2009	Au 31 janvier 2009 (vérifiés)
(en milliers de \$)	\$	\$
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 103	22 490
Placements à court terme (note 4)	12 400	6 000
Débiteurs (note 5)	16 190	11 165
Retenues sur contrats	3 128	3 462
Produits en cours	1 409	628
Stocks	3 225	3 271
Charges payées d'avance	933	660
Instruments financiers dérivés	2 470	—
Impôts sur les bénéfices à recevoir	20	—
Actifs d'impôts futurs	6 667	6 666
	55 545	54 342
Retenues sur contrats à long terme	649	1 129
Immobilisations corporelles (note 6)	39 751	40 360
Actifs incorporels (note 7)	2 713	2 402
Autres éléments d'actif	181	185
Actifs d'impôts futurs	8 504	13 444
Crédits d'impôt à l'investissement	2 505	2 505
	109 848	114 367
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	3 785	5 170
Charges à payer	3 039	4 716
Salaires et charges sociales à payer	1 906	3 762
Produits reportés	5 647	4 767
Impôts sur les bénéfices	—	226
Instruments financiers dérivés	—	1 058
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	2 729	3 018
	17 106	22 717
Dette à long terme	4 632	6 827
Passifs d'impôts futurs	528	47
	22 266	29 591
Engagements (note 13)		
Capitaux propres		
Bénéfices non répartis	5 857	1 772
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 9)	144	144
	6 001	1 916
Capital-actions (note 8)	78 928	80 685
Surplus d'apport	2 653	2 175
	87 582	84 776
	109 848	114 367

Voir les notes complémentaires aux états financiers consolidés intermédiaires.

Au nom du conseil d'administration

/ Signé /

M. Jean Paschini
Administrateur

/ Signé /

M. Marc A. Benoît
Administrateur

États consolidés des flux de trésorerie

Périodes terminées les 31 juillet (en milliers de \$)	Trois (3) mois		Six (6) mois	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITES D'EXPLOITATION				
Bénéfice net	1 845	4 050	4 085	7 284
Ajustements pour :				
Amortissement des immobilisations corporelles	667	600	1 331	1 183
Amortissement des actifs incorporels	81	13	154	26
Gain à la cession d'immobilisations corporelles	—	(764)	—	(975)
Gain non réalisé sur instruments financiers dérivés	(2 345)	—	(3 528)	—
Perte (gain) sur change hors caisse	973	(198)	1 911	(178)
Impôts futurs	1 880	2 032	3 457	3 779
Intérêts capitalisés sur la dette à long terme ne portant pas intérêt	5	4	10	9
Rémunération à base d'actions	66	62	127	111
Bénéfice net ajusté	3 172	5 799	7 547	11 239
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation				
Débiteurs	299	256	(5 025)	(4 968)
Retenues sur contrats à court terme et long terme	181	(647)	814	(1 093)
Produits en cours	161	(292)	(781)	502
Stocks	23	(229)	46	(298)
Impôts sur les bénéfices	(213)	64	(246)	24
Charges payées d'avance	(613)	(582)	(273)	(645)
Créditeurs, charges à payer et salaires et charges sociales à payer	(1 508)	2 428	(4 918)	4 426
Produits reportés	(281)	2 186	880	2 746
	(1 951)	3 184	(9 503)	694
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 221	8 983	(1 956)	11 933
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(332)	(5 476)	(722)	(7 476)
Acquisition d'actifs incorporels	(127)	(372)	(465)	(639)
Acquisition d'un placement	(7 000)	—	(6 400)	—
Diminution (augmentation) des autres éléments d'actifs	4	(1)	4	(1)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7 455)	(5 849)	(7 583)	(8 116)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Rachat d'actions (note 8)	(1 087)	—	(1 453)	—
Remboursement de la dette à long terme	(703)	(606)	(1 467)	(1 013)
Émission d'actions avec droit de vote subalterne	30	38	47	47
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 760)	(568)	(2 873)	(966)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie	(255)	62	(975)	15
(Sorties) entrées nettes	(8 249)	2 628	(13 387)	2 866
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	17 352	7 924	22 490	7 686
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période ⁽¹⁾	9 103	10 552	9 103	10 552
Information additionnelle sur les flux de trésorerie				
Impôts sur les bénéfices payés	—	—	204	162
Intérêts (reçus) payés	(95)	146	(113)	204
Activités de financement et d'investissement sans incidence sur la trésorerie :				
Immobilisations corporelles consenties en échange de nouvelles immobilisations corporelles	—	1 524	—	2 261

(1) Les trésorerie et équivalents de trésorerie se composaient de 9 032 000 \$ de trésorerie et de 71 000 \$ d'équivalents de trésorerie au 31 juillet 2009 (5 052 000 \$ de trésorerie et de 5 500 000 \$ d'équivalent de trésorerie au 31 juillet 2008.)

Notes complémentaires aux états financiers consolidés intermédiaires

Périodes de trois et six mois terminées les 31 juillet 2009 et 2008.

Tous les montants des tableaux sont en milliers de \$, sauf indication contraire et sauf les pourcentages et coefficients.

1. PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada et sont fondés sur les mêmes conventions et méthodes comptables que celles utilisées pour la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés de l'exercice terminé le 31 janvier 2009 de la Société, sauf pour les éléments décrits ci-après à la note 2, intitulée « Modifications des normes comptables ». Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ne contiennent pas toute l'information requise à l'égard des états financiers consolidés annuels vérifiés et doivent, par conséquent, être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels vérifiés les plus récents de la Société.

La préparation des états financiers consolidés exige que la direction procède à des estimations et établisse des hypothèses qui ont des répercussions sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

2. MODIFICATIONS DES NORMES COMPTABLES

La Société a adopté les chapitres suivants du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agrées (« ICCA ») :

a) Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », remplaçant les chapitres 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » et 3450 « Frais de recherche et de développement ». Ce chapitre s'applique de manière rétrospective avec retraitement des chiffres comparatifs aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. Le chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. Plus, précisément, cette nouvelle norme a principalement été publiée dans le but de clarifier la constatation et l'évaluation d'actifs incorporels générés à l'interne, incluant les frais de recherche et de développement. Le chapitre 3064 renforce l'approche selon laquelle les actifs sont comptabilisés seulement s'ils répondent à la définition d'un actif et aux critères de comptabilisation d'un actif. Avec prise d'effet le 1^{er} février 2009, l'adoption de ce nouveau chapitre n'a eu aucun impact sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société.

b) Risques de crédit et juste valeur des actifs et des passifs financiers

En janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA a publié le CPN-173 « Risques de crédit et juste valeur des actifs et des passifs financiers ». Cette norme prévoit des directives sur l'évaluation de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers en vertu desquelles la Société doit tenir compte du risque de crédit propre à l'entité et du risque de crédit de l'autre partie pour déterminer la juste valeur d'instruments dérivés. Cette norme s'applique de manière rétroactive, sans retraitement des états financiers des périodes antérieures, aux états financiers intermédiaires et annuels publiés à compter du 20 janvier 2009. Avec prise d'effet le 1^{er} février 2009, l'application de cette nouvelle recommandation n'a eu aucune conséquence significative sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société.

3. MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants et qui s'appliqueront aux exercices futurs :

a) Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle

Le chapitre 1582 du Manuel de l'ICCA, intitulé « Regroupement d'entreprises », s'applique aux regroupements d'entreprises dont la date d'acquisition est postérieure au 1^{er} janvier 2011. Cette norme exige le recours aux évaluations de la juste valeur, la constatation d'actifs et de passifs supplémentaires et la présentation d'informations supplémentaires. L'adoption de cette norme devrait avoir une incidence importante sur la façon dont la Société comptabilise les regroupements d'entreprises futurs. Les entités qui adoptent le chapitre 1582 du Manuel de l'ICCA seront également tenues d'adopter les chapitres 1601 intitulé « États financiers consolidés » et 1602 intitulé « Participations sans contrôle ». Ces normes exigeront la modification de l'évaluation de la participation sans contrôle et la présentation de cette participation en tant que capitaux propres au bilan. En outre, l'état des résultats de la société mère ayant le contrôle inclura 100 % des résultats de la filiale et présentera alors la ventilation entre la participation avec contrôle et la participation sans contrôle. Ces normes entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2011, mais leur adoption anticipée est permise. Les changements découlant de l'adoption du chapitre 1582 seront appliqués prospectivement et les changements découlant des chapitres 1601 et 1602 seront appliqués rétrospectivement.

b) Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que, le 1^{er} janvier 2011, les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront commencer à appliquer les normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'*International Accounting Standards Board*. Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui sur lequel sont fondés les PCGR du Canada, mais elles présentent des différences importantes en ce qui a trait à la constatation, à l'évaluation et aux informations à fournir. La Société adoptera ces nouvelles normes selon l'échéancier fixé pour ces nouvelles règles.

La Société évalue les effets de l'adoption de ces nouveaux chapitres et normes sur ses états financiers consolidés.

4. PLACEMENTS À COURT TERME

La Société détenait, au 31 juillet 2009, des placements dans des certificats de dépôt garantis totalisant 12 400 000 \$, portant intérêt au taux moyen pondéré de 3,30 % et encaissables en tout temps.

5. DÉBITEURS

	Au 31 juillet 2009	Au 31 janvier 2009 (vérifiés)
	\$	\$
Sommes à recevoir au titre de contrats	14 149	10 911
Provision pour créances douteuses	(398)	(607)
	13 751	10 304
Autres débiteurs	2 439	861
	16 190	11 165

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La valeur comptable des immobilisations corporelles en cours de construction et ne faisant pas l'objet d'un amortissement totalisait 422 000 \$ au 31 juillet 2009 (593 000 \$ au 31 juillet 2008). Ces immobilisations sont constituées principalement d'équipements.

7. ACTIFS INCORPORELS

	Au 31 juillet 2009			Au 31 janvier 2009		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Logiciel	9 620	6 933	2 687	9 179	6 780	2 399
Licences d'utilisation de logiciels	28	2	26	4	1	3
	9 648	6 935	2 713	9 183	6 781	2 402

Le tableau suivant présente le montant total des actifs incorporels amortissables qui ont été acquis ou développés à l'interne au cours des périodes suivantes :

	Trois (3) mois		Six (6) mois	
	2009	2008	2009	2008
Périodes terminées les 31 juillet	\$	\$	\$	\$
Acquis	18	15	24	15
Développés à l'interne	109	357	441	624
	127	372	465	639

Tous les actifs incorporels font l'objet d'un amortissement.

8. CAPITAL-ACTIONS

a) Capital-actions

Autorisé : Un nombre illimité d'actions avec droit de vote subalterne, donnant droit à 1 vote par action.
Un nombre illimité d'actions avec droit de vote multiple, donnant droit à 10 votes par action.
Un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en série.

	Actions avec droit de vote subalterne		Actions avec droit de vote multiple		Total	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
Au 31 janvier 2008 (vérifiés)	21 759 569	126 329	14 343 107	16 001	36 102 676	142 330
Émises suite à la levée d'options d'achat d'actions	94 900	91	—	—	94 900	91
Réduction du capital déclaré	—	(61 736)	—	—	—	(61 736)
Au 31 janvier 2009 (vérifiés)	21 854 469	64 684	14 343 107	16 001	36 197 576	80 685
Émises suite à la levée d'options d'achat d'actions	67 442	72	—	—	67 442	72
Rachat d'actions	(618 300)	(1 829)	—	—	(618 300)	(1 829)
Au 31 juillet 2009	21 303 611	62 927	14 343 107	16 001	35 646 718	78 928

b) Actions avec droit de vote subalterne

Au cours de la période de six mois terminée le 31 juillet 2009, la Société a émis 67 442 actions avec droit de vote subalterne pour une contrepartie de 72 000 \$, en vertu de son régime d'options d'achat d'actions. (Voir la note 8 (c) « Régime d'options d'achat d'actions ».)

Le 14 avril 2009, la Société a annoncé son intention de racheter, à des fins d'annulation, un nombre maximal de 1 850 000 des actions avec droit de vote subalterne en circulation représentant environ 10 % des actions de cette catégorie détenues dans le public et en circulation, sur une période de 12 mois débutant le 16 avril 2009 et se terminant le 16 avril 2010. Au cours de la période de trois mois terminée le 31 juillet 2009, la Société a racheté 446 400 actions avec droit de vote subalterne pour une contrepartie nette de 1 087 000 \$ (618 300 actions avec droit de vote subalterne pour une contrepartie nette de 1 453 000 \$ pour la période de six mois terminée le 31 juillet 2009). De façon globale, les excédents de la valeur comptable sur le coût d'acquisition des actions avec droit de vote subalterne rachetées, qui s'élèvent à 231 000 \$ et à 375 000 \$ pour les périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009, a été porté aux surplus d'apport.

Le 29 janvier 2009, lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires de la Société, ces derniers ont approuvé que le capital déclaré des actions avec droit de vote subalterne de la Société soit diminué de 61 736 000 \$ pour ainsi réduire le déficit accumulé du même montant à cette date. Cette réduction du capital déclaré n'a pas entraîné de versement monétaire ou autre à leurs détenteurs, et elle n'a pas changé le montant des capitaux propres, mais uniquement leur composition. Le nombre d'actions détenues par les actionnaires ainsi que la valeur aux livres par action sont également demeurés inchangés.

c) Régime d'options d'achat d'actions

Au 31 juillet 2009, un total de 3 157 787 actions avec droit de vote subalterne (3 225 229 au 31 janvier 2009) avait été réservé aux fins du régime d'options d'achat d'actions. Le régime prévoit que le prix de levée des options octroyées ne doit pas être inférieur au cours du marché à la fermeture le jour de l'octroi des options par le conseil d'administration de la Société. Le droit de levée de ces options s'acquiert un an après l'octroi à raison de 20 % par année pour la majorité des options à l'exception de l'émission du 20 février 2007, dont le taux d'acquisition est de 50 % par année et de l'émission du 17 juillet 2009 dont les options sont exerçables sur trois (3) ans. Dans tous les cas, le droit de levée prend fin 10 ans après l'octroi.

En vertu du régime d'options d'achat d'actions, les options suivantes ont été octroyées par la Société et sont en circulation (en unités) :

	Au 31 juillet 2009		Au 31 janvier 2009 (vérifiés)	
	Options	Prix de levée moyen pondéré	Options	Prix de levée moyen pondéré
		\$		\$
En circulation au début	1 481 200	1,04	1 518 900	0,84
Octroyées	168 000	2,45	62 000	5,50
Levées	(67 442)	0,82	(94 900)	0,71
Annulées	—	—	(4 800)	2,69
En circulation à la fin	1 581 758	1,20	1 481 200	1,04
Pouvant être levées	1 065 958	0,99	705 200	0,82

Au 31 juillet 2009, le prix de levée moyen pondéré et la durée résiduelle moyenne pondérée des options étaient comme suit :

Prix de levée	Options en circulation			Options pouvant être levées	
	Nombre en circulation	Durée résiduelle moyenne pondérée	Prix de levée moyen pondéré	Nombre pouvant être exercé	Prix de levée moyen pondéré
\$		Années	\$		\$
6,48	5 000	8,45	6,48	1 000	6,48
5,65	60 000	8,71	5,65	12 000	5,65
2,45	168 000	9,96	2,45	72 000	2,45
2,14	35 000	7,56	2,14	35 000	2,14
1,79	48 000	7,37	1,79	12 000	1,79
1,63	50 000	5,91	1,63	40 000	1,63
1,15	2 000	9,40	1,15	—	1,15
1,14	20 000	6,86	1,14	12 000	1,14
1,05	8 000	6,81	1,05	4 800	1,05
0,71	1 185 758	5,70	0,71	877 158	0,71
	1 581 758	6,40	1,20	1 065 958	0,99

La Société a octroyé 168 000 options d'achat d'actions au cours de la période de six mois terminée le 31 juillet 2009 (60 000 au cours de la période de six mois terminée le 31 juillet 2008.) Des charges totalisant 66 000 \$ et de 127 000 \$ ont été constatées aux résultats consolidés pour les périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009 respectivement et un montant équivalent a été reconnu au surplus d'apport (62 000 \$ et 111 000 \$ pour les périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2008 respectivement.)

La juste valeur des options octroyées au cours de la période de six mois terminée le 31 juillet 2009 a été estimée à la date de l'octroi au moyen du modèle d'évaluation de Black-Scholes selon les hypothèses suivantes :

	<u>17 juillet 2009</u>
Options émises	168 000
Taux de dividende des actions	0 %
Volatilité prévue	90 %
Taux d'intérêt sans risque	3,16 %
Durée de vie prévue	8 ans

9. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

	Trois (3) mois		Six (6) mois	
	2009	2008	2009	2008
Périodes terminées les 31 juillet	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	144	264	144	264
Autres éléments du résultat étendu	—	—	—	—
Solde à la fin de la période	144	264	144	264

Le cumul des autres éléments du résultat étendu se compose des pertes latentes sur des placements classés comme destinés à la vente et inclus dans les autres éléments d'actif.

10. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice par action dilué a été calculé selon la méthode du rachat d'actions. Le tableau ci-dessous réconcilie le numérateur et le dénominateur utilisés dans le calcul du bénéfice par action de base et dilué :

	Trois (3) mois		Six (6) mois	
	2009	2008	2009	2008
Périodes terminées les 31 juillet	2009	2008	2009	2008
Numérateur (en milliers de \$)				
Numérateur aux fins du bénéfice net par action de base et dilué	1 845	4 050	4 085	7 284
Dénominateur (en unités)				
Nombre moyen pondéré d'actions - de base	36 013	36 145	36 002	36 126
Effets des instruments dilutifs :				
– options d'achat d'actions	855	1 113	799	1 164
Nombre moyen pondéré d'actions - dilué	36 868	37 258	36 801	37 290

Aux fins du calcul du bénéfice par action dilué, la Société doit tenir compte des options d'achat d'actions comme instruments dilutifs. Seules 1 245 758 options d'achat d'actions ont été prises en compte dans le calcul du bénéfice par action dilué pour les périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009 (1 451 700 pour les périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2008), puisque les autres options étaient antidilutives.

11. COÛT DES MARCHANDISES VENDUES

Le montant des stocks comptabilisé en charges se détaille comme suit :

	Trois (3) mois		Six (6) mois	
	2009	2008	2009	2008
Périodes terminées les 31 juillet	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	14 162	17 051	25 530	35 095
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels reliés à la transformation des stocks	582	438	1 151	867

12. INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société est exposée à des risques d'importance variée qui pourraient avoir une incidence sur sa capacité d'atteindre ses objectifs stratégiques de croissance et de rentabilité. Le programme de gestion des risques financiers vise principalement à identifier et à analyser les risques afférents aux opérations de la Société dans le but de les contrôler et de les minimiser. Au 31 juillet 2009, la revue de ces risques, par rapport à ceux présentés à la note 22 « Instruments financiers » des notes complémentaires aux états financiers consolidés de l'exercice 2009, permet de conclure qu'il n'y a pas eu de changement important au cours des périodes de trois et six mois terminées le 31 juillet 2009.

13. ENGAGEMENTS

La Société a annoncé la mise en place d'un projet d'investissement de 6 000 000 \$ pour l'achat d'équipements de production additionnels ainsi que pour le réaménagement d'une baie de fabrication, incluant notamment l'ajout de deux ponts roulants ayant une capacité de levage de 50 tonnes chacun. Ces investissements, dont 900 000 \$ ont été engagés au 31 juillet 2009, pourraient être financés par le fonds de roulement de la Société.

14. INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités dans le secteur de la construction non résidentielle principalement aux États-Unis et au Canada. Ses activités incluent la conception et l'ingénierie de connexion, la fabrication et l'installation de charpentes métalliques complexes, composantes lourdes en acier, ainsi que de métaux ouvrés et architecturaux.

Périodes terminées les 31 juillet	Trois (3) mois		Six (6) mois	
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
Produits				
– Canada	3 752	2 181	7 693	3 054
– États-Unis	14 996	21 813	27 807	46 099
	18 748	23 994	35 500	49 153

	Au 31 juillet 2009	Au 31 janvier 2009 (vérifiés)
	\$	\$
Immobilisations corporelles		
– Canada	39 555	40 148
– États-Unis	196	212
	39 751	40 360

Au cours du premier semestre terminé le 31 juillet 2009, la Société a réalisé 76 % de ses produits auprès de quatre clients (67 % de ses produits au près de deux clients au cours de la même période en 2008) représentant chacun plus de 10 % des produits.

15. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres de la période de six mois terminée le 31 juillet 2008 ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle adoptée en 2009.



300, rue Henry-Bessemer
Terrebonne (Québec) Canada J6Y 1T3
Tél. : 450.965.1911/1.800.263.7560
Fax : 450.965.8558
infos@adfgroup.com
www.adfgroup.com